

Les subsides

[Français]

Monsieur le Président, si c'est là la vision conservatrice de l'avenir, je n'en veux pas—pas plus je pense que la majorité des Canadiens et Canadiennes.

Considérons certaines autres brillantes idées mises de l'avant au sujet de la poste rurale: éliminer le service de livraison à domicile, c'est-à-dire la livraison dans les boîtes au bord du chemin, et la remplacer par les boîtes collectives placées aux intersections principales.

[Traduction]

Nos agriculteurs ont déjà assez de difficultés. Dans nos localités rurales, un mode de vie est menacé par la crise de l'agriculture. Pourtant, le gouvernement propose aujourd'hui de compliquer davantage la vie des agriculteurs en leur imposant un parcours de 10 à 15 milles chaque jour simplement pour aller voir s'ils ont reçu du courrier. Et mentionnons aussi la fermeture des bureaux de poste ruraux. Nous pourrions assister au cours des cinq prochaines années à la disparition d'au moins 5 000 bureaux de poste ruraux. Il s'agit là de véritables centres sociaux dans ces localités.

J'ai relevé dans le *Citizen* de ce matin une lettre écrite par un ancien parlementaire, en fait, l'un des plus grands à avoir siégé à la Chambre des communes, l'honorable J. W. Pickersgill. Sa lettre porte justement sur ce sujet. Il a fait remarquer un autre aspect de la fermeture des bureaux de poste ruraux, que voici:

Mais ce n'est pas aussi grave que ce que fait la Société canadienne des postes dans les zones rurales, en fermant des bureaux de poste dans les petits villages et en supprimant la distribution du courrier dans ces secteurs. La fermeture des bureaux de poste publics qui seront remplacés par des guichets dans des magasins ou des maisons de particuliers va profondément contrarier les usagers car on se trouve à ne pas respecter leur vie privée. La Société canadienne des postes ne devrait pas avoir le pouvoir de le faire.

Nous sommes absolument d'accord avec M. Pickersgill.

La question dont vous êtes saisis ainsi que la Chambre est très simple, monsieur le Président. Les Canadiens veulent que le courrier soit distribué tous les jours, et à domicile. Voilà la question en jeu et nous la soumettons à la Chambre. Lorsque les Canadiens postent une lettre, ils veulent qu'elle soit distribuée personnellement au destinataire.

Ce n'est pas compliqué, et pourtant que se passe-t-il? Les tarifs postaux augmentent et les services diminuent. Nos services postaux sont l'un des plus chers du monde et nous n'en avons pas pour notre argent, parce que le gouvernement ne semble pas comprendre que la Société canadienne des postes doit s'acquitter intégralement de son mandat de distribution du courrier.

A quoi cela sert-il d'équilibrer le budget si l'on supprime les services? C'est la stratégie la plus facile du monde mais également la plus stupide. Cela n'exige aucune planification, on se contente de supprimer des services. Les syndicats et nous-mêmes avons proposé au gouvernement que pour équilibrer le budget des Postes il fallait améliorer les services, les rendre plus créatifs, plus modernes et plus concurrentiels. Voilà comment il faut équilibrer le budget, et non pas en supprimant des services aux Canadiens d'une extrémité du pays à l'autre.

Le gouvernement, par l'intermédiaire des Postes, diminue la distribution du courrier. Qu'est-ce que cela peut faire si quelques millions de Canadiens sont désavantagés! Si quelques millions de Canadiens deviennent des citoyens de second ordre

parce qu'ils ne reçoivent pas la même qualité de service, qui s'en soucie? Qui s'intéresse au fait que les personnes âgées ou handicapées ne peuvent se rendre à ces superboîtes aux lettres et si, en ce faisant, les Postes perdent leur crédibilité. Qu'est-ce que cela peut faire, déclare le gouvernement, si d'autres services concurrentiels apparaissent parce que les gens cessent tout simplement d'utiliser les Postes! Cela importe peu! Il est évident que le gouvernement ne s'en soucie pas mais, à mon avis, c'est vraiment important pour la plupart des Canadiens qui estiment que c'est un service essentiel. Ils paient des impôts et, encore une fois, ils paient les timbres et ils veulent bénéficier du même service à domicile.

Nous estimons que la distribution du courrier à domicile est un service essentiel, de base, et qu'il devrait être offert à tous les Canadiens de toutes les régions de notre pays. Nous avons l'intention de faire rétablir ce service essentiel et nous le promettons aux les Canadiens clairement et sans équivoque.

Des voix: Bravo!

M. le Président: Y a-t-il des questions et des commentaires?

M. McKenzie: Monsieur le Président, j'ai l'impression que la confusion la plus totale règne à la Chambre aujourd'hui et j'estime qu'il vaut mieux tirer les choses au clair. C'est le gouvernement libéral qui a entravé l'expansion du service de livraison du courrier à domicile en 1974. Les hivers à cette époque-là étaient rigoureux. C'est encore un gouvernement libéral qui a lancé l'idée des superboîtes en 1982 et qui a donné à la Société des postes l'autorisation de faire construire et d'installer ces superboîtes au coût de plusieurs millions de dollars. C'est sous le régime libéral de 1983 qu'elles ont été mises en service pour la première fois. Je me suis renseigné auprès de la Société et celle-ci n'a pas reçu une seule lettre de plainte ou d'objection de la part d'un libéral à propos de ces superboîtes.

Des voix: Oh, oh!

M. McKenzie: Il n'est vraiment pas sérieux de la part des députés libéraux de condamner les superboîtes aux lettres alors que ce sont eux qui en avaient autorisé la conception, la construction et l'utilisation.

J'ai lu la lettre de M. Pickersgill qui a paru aujourd'hui. Or, il était à la Chambre il y a 30 ans, quand son gouvernement a commencé à installer les boîtes à lettres vertes. Je ne l'ai pas entendu s'y opposer. Ces boîtes sont utilisées par la société des postes depuis plus d'une trentaine d'années. Sous l'ancien régime libéral, la Société s'était mise à utiliser ces boîtes vertes dans les milieux tant ruraux qu'urbains pour répondre aux besoins croissants. Ces boîtes ne sont pas une innovation, nous nous sommes contentés de les améliorer.

Il y a une autre question en jeu qu'a négligé d'aborder le très honorable chef de l'opposition (M. Turner), soit celle du coût. Où va-t-on prendre l'argent nécessaire pour livrer le courrier à domicile? Il n'en a pas été question. Ce service coûtera de 500 millions à 1 milliard de dollars. Je voudrais bien qu'on le rétablisse, mais il faut qu'on nous dise aussi d'où proviendront les fonds à cette fin.

• (1140)

Le chef de l'opposition a dit aussi qu'il n'y avait pas d'améliorations à Postes Canada. C'est faux. Il y a eu beaucoup d'améliorations depuis que M. Landers est entré en fonction.